



## « Dans les pays émergents et moins avancés, l'adoption de règles budgétaires a un effet limitatif sur le niveau d'inflation »

Doctorante à EconomiX, Jocelyne Zoumenou mène des recherches sur les effets des règles budgétaires sur la stabilité des prix. Avec de premiers résultats concluants portant sur les pays émergents et moins avancés. Entretien.

**Vous vous intéressez à l'impact des politiques budgétaires sur l'inflation dans les pays riches et en développement. Pourquoi ce choix ?**

Les travaux économiques s'intéressent depuis très longtemps aux liens entre inflation et politiques monétaires. Et pas tellement au rôle possible des politiques budgétaires sur la stabilité des prix. Mais depuis la crise de la Covid, qui a donné lieu à une explosion des dépenses budgétaires dans la plupart des pays, la donne a changé. On considère aujourd'hui que la théorie fiscale du niveau des prix offre un cadre adapté pour comprendre les effets des politiques budgétaires sur l'inflation. Dans ce cadre, je cherche à comprendre – et c'est une première – en quoi l'instauration de règles budgétaires dans un pays influe sur son niveau d'inflation.

**Qu'entendez-vous par « règles budgétaires » ?**

Il s'agit des contraintes numériques que se fixent les États pour maîtriser leurs dépenses publiques, leur déficit budgétaire, leur dette publique. Quand les pays membres de l'Union européenne instaurent la règle selon laquelle les déficits publics ne doivent pas dépasser la barre des 3% du PIB, il s'agit d'une règle budgétaire. Il en va de même lorsqu'ils considèrent qu'il faut limiter la dette publique à 60 % du PIB maximum. Mon travail a consisté à mesurer l'efficacité des règles budgétaires sur la stabilité des prix, non seulement dans les pays riches, mais aussi dans les pays émergents ou moins avancés. Mes observations portent sur 79 pays, entre les années 1985 et 2021, sachant qu'une grande majorité disposent de règles budgétaires à partir du début des années 2000.

**Mais ces « règles budgétaires » sont rarement, voire jamais, respectées !**

Vous avez raison. Mais des travaux ont montré que le simple fait d'adopter des règles budgétaires permet de contenir l'évolution des agrégats macroéconomiques, quand bien même les objectifs initiaux ne sont pas respectés. Dans cette recherche, je me suis donc efforcée de comprendre si l'adoption d'une ou plusieurs règles budgétaires a un impact sur le niveau des prix, quelle que soit la capacité du pays à tenir le ou les engagements qu'il s'est donnés. Puis j'ai cherché à déterminer l'efficacité des différents types de règles budgétaires.

**Quels résultats avez-vous obtenus ?**

Mes travaux montrent que dans les pays émergents et moins avancés, l'adoption de règles budgétaires a un effet limitatif sur le niveau d'inflation. Ce qui devrait encourager les autorités de ces pays non seulement à instaurer des règles budgétaires mais aussi – et surtout – à coordonner leurs politiques fiscales et monétaires. Elles pourront ainsi aboutir à une meilleure stabilité des prix. Dans ces pays, le contrôle des dépenses, des déficits et de l'endettement contribue à la fois à assurer une certaine discipline fiscale et une certaine stabilité macroéconomique.

**Et dans les pays avancés ?**

Les conclusions sont différentes. A ce stade, mes travaux n'établissent pas de lien entre l'adoption "de jure" de règles budgétaires et le niveau des prix.

Mais ceux-ci ne sont pas terminés : je les fais désormais porter sur le cas particulier des pays membres de l'Union européenne. Il s'agit d'aller plus en profondeur, de poursuivre cette investigation sur les liens éventuels entre règles budgétaires et inflation dans des économies avancées. Dans cette nouvelle phase, j'ai introduit un nouvel indice, qui mesure la force de la mise en place des règles budgétaires dans les pays de l'UE. Et j'ai pris en compte le fait que les Etats membres respectent ou non, ou en partie, les règles qu'ils se sont fixées.

On the impact of fiscal policy on inflation: The case of fiscal rules

